

23 juin 2005 Assemblée Générale Ordinaire 2005 – F3E

Compte-rendu

Présents

Action Mopti
ADOS
CCFD
CCL
CDANE
Collectif Haïti de France
Conseil Général Seine Maritime
CIDR
EAST
Enfants Réfugiés du Monde
F. Nat. des Maisons Familiales Rurales
GRET
Guinée 44
Handicap International
Handicap International
Ingénieurs Sans Frontière
Inter Aide
IRAM
Partage
Peuples Solidaires
RAFOD
Région Picardie
SIDI
Solidarité Laïque
Touiza Solidarité
Ville de Romans

Laurène LECLERCQ
Damien BAUCHAU
Philippe MAYOL
Philippe BOUMARD
Emmanuel CUFFINI
Talégrand NOEL
Fleur FERRY
Catherine DELHAYE
Loïc MONJOUR
Nicole DAGNINO
Valérie K. PLOUGASTEL
Serge ALLOU
Elisabeth TISSERAND
Philippe VILLEVAL
Eric DELORME
Maxime CHODORGE
Anne CARPENTIER
Jérôme COSTE
Nathalie MOUZAY
Pierre-Marie CELLIER
Olivier THOME
Damien DESCOINGS
Anne-Sophie BOUGOUIN
Laura De MORI
Mohamed KHANDRICHE
Frédéric DESHAYES

Cabinet Doucet, Beth & associés

Christophe BETH (Commissaire aux comptes)

F3E
F3E
F3E
F3E

Géraldine PIERROT (Chargée d'étude/valorisation)
Lilian PIOCH (Chargé d'étude/formation)
Béatrice SEROR (Chargée d'appui)
Laurent DENIS (Directeur)

Pouvoirs de :

CFSI
CRID
EAU VIVE
ESSOR
Guilde Européenne du Raid
Physicien Médical Sans Frontière
Ville de Bouguenais
Ville de Chambéry

à

Philippe MAYOL
Pierre-Marie CELLIER
Philippe MAYOL
Emmanuel CUFFINI
Philippe VILLEVAL
Emmanuel CUFFINI
Damien BAUCHAU
Olivier THOME

I. RAPPORT MORAL

Document disponible : Rapport moral 2005.

Le rapport moral est présenté par Emmanuel CUFFINI, président du F3E.

Notre action depuis juin 2004, date de notre précédente Assemblée Générale s'est inscrite dans la droite ligne du travail réalisé par nos prédécesseurs. Ainsi notre association a poursuivi sa croissance en agréant de nouveaux membres issus du milieu des ONG et de la Coopération Décentralisée, confirmant ainsi les orientations de diversification voulues par les AG précédentes. Cette nouvelle réalité nous a conduit à négocier avec succès de nouveaux financements complémentaires auprès du bureau de la coopération décentralisée du MAE. La présentation du rapport d'activité reviendra plus en détail sur tout ce qui a été réalisé au cours de cette année extrêmement riche pour le bureau et l'équipe permanente. Je voudrai juste en souligner quelques aspects en dehors de notre activité principale, à savoir l'étude et l'accompagnement des processus d'évaluation demandés par nos membres dans le cadre de la gestion du fonds.

Notre association a poursuivi le renforcement de sa légitimité sur son cœur de métier, l'évaluation, et tout ce qui concerne les questions relatives à la qualité de l'action, ainsi nous avons pris une part importante dans la réalisation du séminaire de Paris sur l'impact des ONG. De même nous avons été sollicités pour participer au comité de pilotage de l'évaluation décennale de la coopération française Sénégal conduite par le MAE et l'AFD et à ce titre obtenu de conduire un travail complémentaire spécifique à l'action des ONG et de la Coopération Décentralisée au Sénégal.

L'autre grand axe de l'année a été la mise en oeuvre des orientations sorties de notre dernière AG quant à l'adaptation des outils du F3E au service de ses membres. Cela va être le thème central de notre journée, avec la discussion du rapport d'orientations stratégiques. Le processus enclenché l'an dernier ne s'achèvera pas aujourd'hui et je peux dès à présent vous indiquer que nous prévoyons une nouvelle assemblée générale extraordinaire en octobre prochain afin de formaliser dans nos statuts, dans notre fonctionnement, les débats et orientations que nous déciderons collectivement ce jour. Ce travail nous a très fortement occupé et je vous ferai grâce du nombre important d'heures de débat, de travail, d'aller et retour, de mails échangés, de discussions parfois animées qui nous permet de vous présenter aujourd'hui ce document. Je voudrai remercier tout particulièrement les membres du bureau et leurs structures pour tout ce temps passé dans un contexte où de plus nous nous sommes retrouvé en effectif réduit. Je voudrai remercier aussi l'équipe permanente et ses « renforts » qui elle aussi n'a pas compté ses heures tout en assurant le quotidien déjà fort riche. Je tiens également à remercier toutes les contributions des personnes dites ressources qui ont été mobilisées au fur et à mesure de l'avancé de la réflexion et ont permis de l'alimenter et l'enrichir. Enfin une mention particulière pour Dominique Lesaffre notre « scribe » qui a structuré, synthétisé nos débats et hésitations successives.

Nous espérons avoir été à la hauteur de votre confiance et souhaitons au terme de cette journée partir avec des orientations claires qui, si elles nécessiteront encore des précisions opérationnelles, permettront au F3E, notre association, d'être dans son champ de compétence encore mieux au service de ses membres pour leur permettre d'être et à la hauteur des enjeux de la solidarité internationale.

II. RAPPORT D'ACTIVITES JANVIER 2004 – DECEMBRE 2004

Document disponible : rapport d'activités F3E 2004.

Le rapport d'activités est exposé par Laurent DENIS, Directeur. Pour garder une cohérence avec le rapport financier portant sur l'année civile, le rapport d'activités couvre la période de janvier à décembre 2004, avec également un aperçu succinct des activités du début 2005. Reprenant dans les grandes lignes le rapport remis aux membres, l'accent est mis sur les points suivants :

Membres du F3E

Le F3E compte aujourd'hui 61 membres soit + 5 depuis l'AG 2004. On enregistre 3 départs, 3 cessations d'activité, 1 fusion de 2 membres, 12 arrivées dont 9 acteurs de la coopération décentralisée.

Etudes cofinancées de janvier à décembre 2004

L'activité principale du F3E réside dans l'accompagnement et le cofinancement des études, principalement des évaluations, et quelques études préalables qui connaissent cependant certaines difficultés, d'où la décision du Bureau de suspendre cet outil au 1^{er} janvier 2005 de manière à en redéfinir les contours.

Pour 2004, on fait les constats suivants :

- 16 demandes instruites
- 9 études cofinancées (7 évaluations, 2 études préalables) et 1 évaluation refusée par le Comité d'Examen ;
- 5 demandes d'études préalables refusées par le Bureau et 1 demande d'étude préalable retirée par le membre
- Coût total des études : 247 409 Euros ;
- Budget moyen : 27 490 Euros ;
- Cofinancement moyen : 20 246 Euros ;
- Les études ont bénéficié à 9 membres différents dont 3 acteurs de la coopération décentralisée.

Au 1^{er} semestre 2005, après une « année creuse » en 2004 (9 études cofinancées contre 16 en 2003), on constate une « reprise » de la tendance à l'augmentation du nombre de sollicitations, puisque le Comité d'Examen d'avril a octroyé 4 cofinancements, 6 nouvelles demandes d'évaluations seront présentées au Comité d'Examen de juillet ; 6 autres demandes d'évaluation sont dès à présent en cours d'instruction au niveau du Bureau et de nouvelles devraient probablement l'être d'ici la fin de l'année.

2/3 des membres actuels ont bénéficié d'au moins 1 cofinancement depuis 1997. Seuls 9 membres actuels n'ont jamais bénéficié de cofinancement ou accompagnement d'études depuis 1997 (en comptant les études et demandes 2005). Les principaux utilisateurs du fonds d'études depuis 2001 (en volume de cofinancement) sont Inter Aide, l'IRAM, le CIDR, Artisans du Monde, Handicap International, le CCFD, le CRID, la Croix Rouge Française, le RAFOD, CICDA-VSF, le CCL, le GERES.

L'accompagnement

Concernant les activités d'accompagnement, on peut faire les constats suivants : appui à l'élaboration de termes de référence : mise à disposition d'un expert extérieur auprès de 7 membre dont 2 directement auprès de partenaires au Sud et à l'Est, 2 appuis à des évaluations de coopérations décentralisées, 1 appui à l'évaluation d'une convention programme.

Pilotage d'évaluations de programmes, intermédiation et accompagnement d'évaluations hors cofinancement du F3E

- Evaluation des dotations au partenariat (DAP) : déroulement en 2003, finalisation début 2004.
- Animation des évaluations des Convention d'objectifs / Conventions programmes de l'AFDI, CCFD, GRDR, Inter Aide, Eau Vive.
- Evaluation du Programme Collectif Enfance Roumanie (PCER) (Solidarité Laïque).

Information et promotion

- Info Note : 750 destinataires dont 90% par email.
- Site Web : 20 nouveaux documents mis en ligne dont 17 rapports d'études, 1 support de formation, 2 comptes rendus de journées de restitutions. Les guides méthodologiques sont toujours les documents les plus consultés et téléchargés.
- Interventions au sein d'universités et de réseaux régionaux de coopération.

- Contribution à la préparation, au déroulement et à la valorisation du séminaire de Paris « L'évaluation, la capitalisation et l'appréciation de l'impact au service de la qualité des actions et du dialogue politique entre les acteurs du développement » en partenariat avec le MAE dans le cadre du cofinancement européen aux ONG.
- Participation au séminaire de l'AFREA (Association Africaine d'Evaluation) sur le renforcement des capacités en évaluation en Afrique.
- Participation à des comités de pilotage d'évaluations animées par MAE/AFD.
- Mise en œuvre d'une étude autour de l'action des ONG et Collectivités Locales françaises au Sénégal, en complémentarité de l'évaluation décennale de la politique française de coopération avec le Sénégal menée conjointement par le MAE et l'AFD.

Valorisation et capitalisation

- Capitalisations :
 - « Efficacité des évaluations » : démarrée en 2003, finalisée en 2004.
 - « De l'éthique à la pratique : définir une stratégie de promotion de filières agro-alimentaires et artisanales d'exportation vers le nord » : décidée fin 2003, démarrée en 2004, finalisée en 2005.
 - Il n'y a pas de capitalisation initiée en 2005 car la réflexion stratégique en cours doit permettre de redéfinir les modalités de capitalisation collective au sein du F3E, par ailleurs le travail de capitalisation autour des « filières d'exportation » n'est pas encore arrivé à son terme.
- Valorisation :
 - Ateliers de la capitalisation « efficacité ».
 - Restitutions élargies de la capitalisation « concertation entre acteurs publics et privés », de l'évaluation des Dotations au Partenariat (DAP).
 - Restitutions élargies d'évaluations Inter Aide (Malawi, Madagascar)
 - Journée d'échange CUF/F3E autour de la « coopération décentralisée franco-malienne ».

Formations

- Un volet d'activités en croissance, notamment via des partenariats dans les régions et l'élaboration d'un programme national démarré en janvier 2005.
- 9 sessions organisées en 2004 dont :
 - 5 sessions autour de 3 thèmes au niveau national (80 participants, 40 organisations différentes dont 14 membres du F3E) ;
 - 4 sessions autour de 3 thèmes au niveau régional (45 participants).

Conclusions et perspectives :

Les évènements les plus marquants de 2004 et du début 2005 :

- Le F3E a 10 ans depuis mars 2004 ;
- Le renforcement du secrétariat technique (formation) ;
- La capitalisation « efficacité des évaluations » ;
- La réflexion stratégique lancée suite à l'AG 2004 ;
- Le séminaire de Paris autour de l'impact des ONG et le cofinancement européen ;
- Les adhésions de collectivités locales ;
- Les nombreuses demandes de cofinancement d'évaluations au 1^{er} semestre 2005 ;
- Le lancement d'une étude sur l'action des ONG et Collectivités Locales françaises au Sénégal.

Perspectives :

- Orientations stratégiques et programmation 2006 / 2010 ;
- Renforcement du secrétariat fin 2005 / début 2006 ?

III. QUESTIONS FINANCIERES

1. Rapport financier 2004 – Budgets prévisionnels 2005 et 2006

Document disponible : rapport financier F3E janvier-décembre 2004.

Philippe MAYOL, Trésorier du F3E, présente les comptes 2004, ainsi que les prévisionnels 2005 / 2006.

Bilan global de l'activité 2004 :

- Budget global réalisé de – 11% par rapport au prévisionnel : cela s'explique essentiellement par un nombre d'études cofinancées moins important que prévu (« année creuse »), par la non production d'un ouvrage et de guides méthodologiques, le report de journées d'échange et du volet communication (provisionnés sur 2005).
- Mais + 17% par rapport à la moyenne des budgets 1999/2002, au même niveau que 2003 : signe d'une croissance maintenue de l'activité, notamment au niveau des formations qui ont continué à augmenter (+ 53%).
- La masse salariale et le fonctionnement ont augmenté suite au renforcement du secrétariat en 2004 (création poste chargé d'études / formation en octobre 2003).
- Les études cofinancées par le F3E (307 409 euros, « année creuse ») ont représenté 48% du budget global hors séminaire de Paris (activité ponctuelle), contre une moyenne de 57% sur 1999-2003.
- La part de subvention MAE 2004 non utilisée pour le cofinancement en 2004 sera dédiée au cofinancement d'études en 2005 (environ 57 963 euros).
- Les recettes de formations se développent, ainsi que les contributions des membres en « frais de dossier » pour l'accompagnement d'évaluations non cofinancées par le F3E, enfin il y a eu des produits financiers exceptionnels.
- Globalement, les subventions représentent 72% et les ressources propres 28%.
- Le résultat, positif, tend vers 0 (après provisions de 6000 euros).
- Les dépenses de fonctionnement (+32%) sont supérieures au prévisionnel essentiellement en raison des frais de déplacement soit sous budgétisées (France : membres du Bureau basés en province, restitutions d'études en province) soit imprévues (International).
- Les ressources pour l'animation d'évaluations d'outils de la nouvelle contractualisation ont été plus importantes que prévu de 50%.
- Etudes encore en cours depuis 2000 :
 - o 2000 : 1 étude (étude transversale Santé : finalisation 2005)
 - o 2001 : 1 étude (Iram : soldée début 2005)
 - o 2002 : 2 études (Rafod : finalisation 2005 ; CRF : à solder en 2005)
 - o 2003 : 11 études (quasiment toutes terminées, à solder en 2005)
 - o 2004 : 10 études (dont 6 terminées et 4 en cours)
- Budget 2005 : + 5% par rapport à 2004 qui s'explique par le renforcement attendu du secrétariat au 2^{ème} semestre (poste secrétariat/gestion, poste chargé d'étude), ainsi que par le développement des activités de valorisation et de formations et l'augmentation du nombre d'études cofinancées (tendance confirmée au 1^{er} semestre 2005 avec un nombre d'études déjà supérieur à l'année 2004). Le financement MAE sollicité au départ à hauteur de 480 Keuros, est accordé à hauteur de 422 037 euros, soit 480 Keuros en incluant les fonds non utilisés en 2004 à hauteur de 57 963 euros.
- Budget 2006 : indicatif, modifiable d'ici fin 2005 avec l'aboutissement de la planification stratégique. Il prévoit le renforcement du secrétariat technique nécessaire à la mise en œuvre des orientations stratégiques. L'augmentation attendue de la subvention MAE doit permettre de financer l'ouverture aux acteurs de la coopération décentralisée.

2. Rapport du commissaire aux comptes

Document disponible : Rapport du Commissaire aux comptes, exercice clôt le 31.12.04

Christophe BETH, Commissaire aux comptes :

Mission du commissaire aux comptes

- Certifier les comptes, en vérifiant l'adéquation entre les informations transmises et la réalité des comptes.
- Il fait le lien entre le cadre contractuel et la traduction comptable de l'activité de l'association. Pour cela, il examine les conventions et les cadres budgétaires, il analyse les tableaux de suivi des conventions et traduit ces éléments dans le bilan.
- Il porte un regard extérieur et pédagogique sur les perspectives financières de l'association.

Synthèse des contrôles du commissaire aux comptes

- Le dispositif F3E est particulier, mais le système global et financier est bien tenu et efficace. Le F3E étant un fonds, il faut considérer le bilan plutôt que le résultat (la logique distribution et péréquation étant financièrement plus importante que celle d'animation et de fonctionnement).
- Il conclut également que les comptes sont sincères et fidèles, que la structure financière est renforcée, mais que le dispositif reste malgré tout compliqué.

IV. VOTE DES RESOLUTIONS

Laurent DENIS, Directeur du F3E, présente les résolutions :

Résolution n°1 :

L'Assemblée Générale Ordinaire des membres de l'Association F3E, après en avoir pris connaissance et débattu, approuve le rapport moral présenté par le Président.

Résolution n°2 :

L'Assemblée Générale Ordinaire des membres de l'Association F3E, après en avoir pris connaissance et débattu, approuve le rapport d'activité portant sur la période janvier - décembre 2004 présenté par le Secrétariat Technique.

Résolution n°3 :

L'Assemblée Générale Ordinaire des membres de l'Association F3E, après avoir entendu le rapport du Commissaire aux Comptes approuve le rapport financier présenté par le trésorier, ainsi que le budget prévisionnel 2005 et les orientations proposées pour 2006.

Résolution n°4 :

Conformément aux approbations objets des trois résolutions précédentes, l'Assemblée Générale Ordinaire des membres de l'association F3E donne quitus au Bureau pour l'ensemble de sa gestion au cours de l'exercice 2004.

29 votants ont été comptabilisés (21 membres présents et 8 procurations). L'ensemble des résolutions ont été votées à main levée, par 28 voix pour et 1 abstention.

V. RENOUELEMENT DU BUREAU

3 postes ne sont pas soumis à élection (élus en 2004) :

Philippe MAYOL	CCFD (1 ^{er} mandat en cours)
Catherine DELHAYE	CIDR (1 ^{er} mandat en cours)
Nathalie MOUZAY	Partage (1 ^{er} mandat en cours)

5 postes sont soumis à (ré)élection :

Emmanuel CUFFINI	CDANE (fin 1 ^{er} mandat)
Olivier THOME	RAFOD (fin 1 ^{er} mandat)
Philippe VILLEVAL	Handicap International (fin 1 ^{er} mandat)
Xxx	Poste vacant depuis AG 2004
Sophie BAUDRILLER	Poste vacant depuis février 2005

7 candidatures :

Emmanuel CUFFINI	CDANE
Olivier THOME	RAFOD
Eric DELORME	Handicap International
Michel ROUX	Ville de Chambéry
Pierre-Marie CELLIER	Peuples Solidaires
Philippe BOUMARD	CCL
Philippe JASHAN	Solidarité Laïque

Présentation des nouveaux candidats¹ :

- Eric DELORME, Handicap International :

Créée en 1982, Handicap International est une organisation de solidarité internationale, elle agit et milite contre les causes de handicap et pour la prise en compte des besoins et des droits des personnes en situation de handicap. Son action se développe, selon une approche globale en faveur des personnes mais également de l'environnement dans lequel elles vivent. Handicap International agit dans les domaines de la santé, de la réadaptation, de l'action sociale, des droits et des politiques du handicap.

Handicap International est membre du F3E depuis quasiment le début de sa création. Elle a déjà été représentée au bureau à deux reprises par Marie Chuberre (2000-2002) et par Philippe Villeval (2003-2005).

La réflexion et les actions menées sur la problématique du handicap sont, à mon avis, des atouts qui permettent d'appréhender certaines des grandes questions soulevées actuellement dans les projets de développement tel que l'autonomisation, le renforcement des capacités ou approche basée sur les droits.

Je propose ma candidature afin que le F3E puisse développer et faire vivre cette mission de « Tiers Exigent Médiateur Accompagnateur ».

Kinésithérapeute de formation, j'ai consolidé mon expérience de 10 années sur le terrain (Aise du Sud Est et Océan Indien) par une formation complémentaire en Santé Publique. Depuis 10 ans au siège de l'association pour l'accompagnement technique de nos programmes et projets je suis actuellement responsable du département ressources méthodologiques et documentaires.

Je suis particulièrement convaincu de l'importance des dispositifs de Programmation, Suivi, Evaluation des projets et de capitalisation de l'expérience.

E postulant comme membre du bureau, je souhaite faire profiter le F3E et ses membres de l'expérience acquise tant par Handicap International que

¹ A partir des éléments écrits présentés au Bureau avant l'Assemblée Générale.

personnellement et ne doute pas que de l'échange entre pairs j'apprendrai encore beaucoup.

- Pierre-Marie CELLIER, Peuples Solidaires :

Suite aux conversations que j'ai pu avoir avec Emmanuel Cuffini et Laurent Denis, j'ai l'honneur de vous présenter ma candidature pour rejoindre le Bureau du F3E. Cette candidature a bien évidemment été discutée au sein des instances de Peuples Solidaires et c'est à ce titre que je me présente, en tant que coordinateur de notre fédération.

Peuples Solidaires a déjà participé aux travaux du F3E et en connaît l'importance. Nous avons été contraints, à l'époque de nous en retirer pour des questions de disponibilité.

Nous avons déjà pu bénéficier des compétences du F3E et les études auxquelles nous avons pu participer ont toujours enrichi nos débats internes. Nous avons en effet la particularité d'être une ONG à base militante et nous nous définissons souvent comme un Mouvement d'Education Populaire au développement. Le recul pris sur les activités que nous menons est indispensable pour mieux adapter nos activités aux situations nouvelles auxquelles nos membres ont à faire face.

Il y a donc nécessairement un travail important de communication à organiser pour que l'amélioration qualitative des projets des ONG bénéficie aux militants qui s'investissent dans nos secteurs associatifs. C'est le sens que nous donnons à la notion de professionnalisme qui concerne aujourd'hui beaucoup d'ONG. A ce titre, nous pensons que nos militants ont une forme d'expertise à changer avec l'ensemble du milieu de la solidarité internationale pour nourrir et se nourrir des évolutions en cours.

Enfin, notre approche particulière des Droits Economiques, Sociaux et Culturels nous apporte une vision particulière des organisations du Sud et de la manière dont les citoyens s'organisent pour défendre leurs droits.

C'est avec ces approches que je tâcherai, modestement, de participer aux travaux du F3E dans la limite de mes disponibilités et de mes compétences.

- Michel ROUX, Ville de Chambéry² :

Elu à la ville de Chambéry depuis 1983. En minorité pendant 6 ans puis majoritaire en 1989 : adjoint au Maire (Louis Besson) jusqu'en 2001, en charge de la Coopération Décentralisée, Solidarité, Emploi. Lancement en 1991 de la coopération décentralisée avec la Commune de Ouahigouya au Burkina Faso. Depuis 2001, conseiller municipal délégué, chargé de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale. Membre du conseil national de CUF. Membre du bureau exécutif de CUF depuis 5 ans (trésorier adjoint). Président du groupe pays Burkina Faso de CUF depuis 4 ans.

Dans le cadre de l'action de coopération décentralisée :

- suivi des programmes de lutte contre la pauvreté et les inégalités ;
- travail avec les partenaires de la société civile (coopération de territoire à territoire et non pas simplement de ville à ville) ;
- fort volet « insertion » au Nord (convaincu de l'importance de cette dimension) en complémentarité du volet « coopération décentralisée » au Sud au sein d'un volet global « développement et solidarité » ;
- organisation de rencontres internationales tous les 2 ans, au-delà de la seule coopération décentralisée ;
- participation à la Semaine de la Solidarité Internationale.

² Candidature présentée par Emmanuel CUFFINI (CDANE).

Le F3E est un bon mariage de 2 mondes : ONG et Collectivités Locales. Convaincu de l'évaluation, avec un recours régulier depuis 1991 (et sur le volet au Nord il y a 2 ans).

- Philippe BOUMARD, CCL :

Le CCL a 25 ans d'âge. Travail sur un pays : le Laos. Thématique : Santé, Développement rural, Formation. Relation de partenariat privilégié avec l'IRAM.

Philippe Boumard est ingénieur agronome, au CCL à Paris depuis 4 ans : suivi des projets développement rural et formation agronomique ; conception de nouveaux projets ; participation au recrutement ; participation à la réflexion associative.

Plus opérationnel que théoricien : actuellement, un lien entre les équipes de terrain au Laos et la Direction, le Bureau et le CA du CCL ; avant : 3,5 ans au Laos (projet d'appui à la formation agronomique avec CCL) ; et 3,5 ans au Sénégal (projet de recherche agronomique avec le CIRAD et Théâtre) ; Côte d'Ivoire (Etude d'impact d'un projet de recherche avec l'ICRA).

Motivation de la candidature pour l'organisation : avoir accès aux débats et à l'information. Motivation de la candidature pour la personne physique :

- Ouverture en termes de :
 - ✓ Méthodologie,
 - ✓ Contacts avec des institutionnels,
 - ✓ Contacts avec d'autres ONGs, etc.
- Adepté de l'apprentissage dans l'action.
- Du temps à consacrer (2-3 jours par mois).
- Avec une limite :
 - ✓ Fin de contrat au CCL : 31 décembre 2005.
 - ✓ A partir de janvier 2006, simple adhérent du CCL.
 - ✓ Recherche de nouveaux postes pour 2006 (Expatrié ou France).

Conclusion : Forte motivation avec une incertitude temporelle.

- Philippe Jashan, Solidarité Laïque :

Solidarité Laïque, en tant que membre du F3E, y représente ses 56 organisations membres, issues de quatre familles : associations de jeunesse et d'éducation populaire, mutuelles, syndicats, coopératives. Solidarité Laïque coordonne des programmes de solidarité internationale au sein desquels interviennent directement ses membres. En ce sens, SL est en train de développer au sein de son réseau, une culture commune de l'évaluation et de la capitalisation. Ce travail est réalisé notamment sur deux programmes majeurs cofinancés par le MAE et dans lesquels, au-delà des membres de SL, un grand nombre de membres du F3E sont engagés :

- a) Le Programme Concerté Maroc (dont SL est co-pilote)
- b) Le Programme Collectif enfance Roumanie (dont SL est chef de file)

Solidarité Laïque a piloté pour ces deux programmes, un processus de capitalisation des expériences dont l'un des objets est de créer une culture commune au bénéfice des OSI françaises. SL de même a participé aux évaluations de ces deux initiatives. SL actuellement assure un travail interne d'analyse comparative des méthodologies de capitalisation de Programmes concertés (Maroc, Roumanie, Liban, Afghanistan, Asie...). En ce sens, SL souhaite contribuer aux travaux du F3E en y amenant ses expériences acquises dans la conduite et l'animation de programmes collectifs, et en particulier, dans la production d'outils de suivi-évaluation pour ce genre de programmes. SL espère aussi pouvoir mieux amener son réseau au F3E et inversement, poursuivre le travail de diffusion de la culture des évaluations et de la capitalisation au sein de son réseau et auprès de ses partenaires.

SL et les défis du F3E. Défi N° 2 - Développer l'espace mutuel et le bénéfice collectif : Solidarité Laïque a une expérience de réflexion collective sur les pratiques, grâce à la

capitalisation des Programmes multi-acteurs PCM et PCER, réalisée en concertation avec ses organisations membres, avec d'autres partenaires associatifs français, avec les bailleurs de fond (MAE) et avec les partenaires du Sud et de l'Est. Sur cette base SL peut partager ses expériences au sein du collectif F3E et contribuer à la construction de références communes. Défi N° 4 - Définir la nature des relations à développer avec les acteurs du Sud et de l'Est : Les partenaires du Sud et de l'Est sont fortement impliqués dans le processus de capitalisation du PCM et du PCER. Dans le cas du PCM, le comité de suivi de capitalisation est mixte (franco-marocain) et l'animation du processus est partiellement « décentralisée » au Sud. Défis N° 5 - Aborder sans dispersion l'éventail de la demande des membres : Par son expérience dans la capitalisation de Programmes concertés et dans l'analyse comparative des méthodes employées, SL peut contribuer à l'élaboration de nouveaux outils d'appui aux processus de capitalisation individuels et collectifs. Défi N° 9 - Faire vivre la dimension associative du F3E : SL s'engage à s'investir dans une dynamique de diffusion et d'appropriation de la culture de l'évaluation et de la capitalisation auprès de ses membres, ainsi qu'à alimenter et à dynamiser le débat et la réflexion commune au sein du F3E.

Résultats du vote à bulletin secret :

Le total des votes s'élève à 29 (soit 47% de participation), dont 21 votants présents et 8 pouvoirs.

Candidature	Pour	Contre	Abstention
Emmanuel CUFFINI	29 voix		
Olivier THOME	29 voix		
Eric DELORME	24 voix		
Pierre-Marie CELLIER	23 voix		
Michel ROUX	23 voix		
Philippe BOUMARD	07 voix		
Philippe JASHAN	10 voix		

Sont donc élus :

Emmanuel CUFFINI (deuxième mandat)
Olivier THOME (deuxième mandat)
Eric DELORME (premier mandat)
Pierre-Marie CELLIER (premier mandat)
Michel ROUX (premier mandat)

Les élections au sein du Bureau sont prévues le 04.07.05, lors d'une réunion ordinaire.

Emmanuel CUFFINI remercie les participants et lève la séance.

Paris, le 1^{er} Septembre 2005.